

SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

I. Situation d'ensemble

- Crise
1. La crise économique n'est pas surmontée. Tant s'en faut! Les prévisions - non exemptes de contradictions - sont de nouveau plutôt à la baisse.
- La caractérisation de la nature de cette crise (essentiellement conjoncturelle pour les uns, structurelle pour les autres) importe pour le conflit d'opinions entre pays forts et moins forts quant aux mesures à prendre pour relancer les économies.
- Croissance économique
2. La croissance des économies des pays industrialisés marque à nouveau le pas. Les derniers chiffres publiés pour l'OCDE indiquent un taux moyen de 4 % (l'objectif souhaitable étant de 4,5 %). En outre, les indicateurs les plus récents font penser que ce taux n'est plus atteint. Le taux moyen de 4 % pour l'OCDE masque des différences régionales (moins bonnes pour l'Europe que pour le Japon et les Etats-Unis).
- Chômage
3. Le chômage atteint 15 millions pour l'OCDE. Il n'a guère régressé au cours de l'année écoulée malgré les mesures sélectives prises. Au contraire, le nombre des chômeurs augmente presque partout. Les perspectives d'une diminution sensible du chômage dans les deux à trois prochaines années sont médiocres.

Processus
d'ajustement

4. La crise du pétrole a bouleversé les structures traditionnelles des balances des paiements. De 1974 à 1976, le surplus accumulé de l'OPEP a été de \$ 145 milliards. Il se concentre désormais sur un très petit nombre de pays. Ce surplus ne crée plus un problème insoluble si les fonds continuent à être recyclés et dirigés là où ils sont nécessaires.

Le déficit courant OCDE devrait atteindre \$ 30 milliards cette année. Malgré quelques progrès accomplis en vue d'un meilleur ajustement des paiements entre pays industrialisés, la distribution du déficit global reste très inégale. Aux quelques pays excédentaires (RFA, Japon, Pays-Bas, Suisse et G.B. à l'avenir) s'oppose la majorité des autres pays, notamment des petits pays qui continuent à être fortement déficitaires. De ce fait, ils se sont rapidement endettés, causant pour certains d'entre eux des difficultés de financement (Portugal voire à brève échéance Espagne).

II. Problèmes qui nécessitent une étroite coopération internationale

Plans de
relance

1. Les faibles taux de croissance des principales économies industrialisées incitent la communauté européenne à leur demander de relancer leurs économies (sans mettre cependant en danger leurs gains sur l'inflation). Rappelons, dans cette optique, le Sommet de Londres de mai, la Conférence ministérielle de l'OCDE de juin. Un nouveau sommet (de rang moins élevé) se réunira à Washington en marge des réunions annuelles du FMI/BIRD, à la fin de ce mois.

Ces appels semblent avoir porté, plusieurs des grands pays industrialisés ayant pris, ou sont sur le point de prendre, des mesures de relance (Japon, France, Italie, RFA).

Consultations
sur chômage

2. Les mauvaises perspectives en matière de chômage (on parle de plus en plus de chômage structurel) ont incité le Marché commun, l'OCDE notamment, à organiser des consultations avec pour objets essentiels :

i) le chômage des jeunes (en 1976 40 % des chômeurs OCDE avaient moins de 25 ans quand bien même ce groupe d'âge ne représentait que 22 % de la population actuelle)

ii) diminuer l'offre de travail (avancer l'âge de la retraite et prolonger la scolarité) en examinant les charges sociales qui en résulteraient, etc.

Protectionisme

3. La croissance économique, qui n'atteindra certainement plus, à l'avenir, les taux des années 60, fait resurgir les risques du protectionnisme ("libéralisme organisé", répartition des marchés par des diminutions "volontaires" de l'offre - textiles, chantiers navals, aciéries, etc. -, difficultés structurelles et de balances des paiements).

Pour ne pas sombrer dans ces problèmes, les discussions portent sur des engagements politiques de ne pas prendre de mesures restrictives aux échanges (renouvellement du trade pledge à l'OCDE, négociations GATT, sommets économiques).

- Difficultés de financement
4. Les difficultés de financement des pays qui ont des déséquilibres de balances de paiements ont fait l'objet de toute une série de mesures qui seront poursuivies (facilités pétrolières FMI, assouplissement des conditions posées à l'octroi de crédits par le FMI, troisième guichet de la BIRD, facilité Witteveen du FMI).

III. Situation économique suisse

- Tribut à la récession
1. L'économie suisse a été durement frappée par la récession ces dernières années :
- i) Baisse du PNB pour la seule année 1975 -7,6 % (un des taux les plus forts du monde) correspondant à une diminution de la demande intérieure de Fr. 8 milliards.
 - ii) 300'000 emplois perdus au cours des trois dernières années (soit une baisse de 10 %).
 - iii) 60 % de réévaluation du franc (en moyenne pondérée à l'exportation) pendant ces six dernières années.
- Situation économique actuelle
2. La situation actuelle de l'économie suisse est caractérisée par les éléments suivants :
- i) La conjoncture reste faible dans l'ensemble malgré une légère reprise de la demande intérieure.

- ii) L'évolution conjoncturelle dépendra surtout de la reprise chez nos partenaires économiques. A cet égard, l'accroissement de nos exportations a été encourageant en 1977. Cette performance demeure néanmoins précaire. Elle est due à la compression des marges bénéficiaires des entreprises (et se répercutera par conséquent négativement sur le volume des investissements). Elle est en partie artificielle puisque certains secteurs, qui travaillaient jadis pour le marché intérieur ont dû se convertir à l'exportation.

- iii) Notre performance en matière d'inflation (1,6 %) est la meilleure du monde. Elle est le résultat conjugué de la hausse du taux de change, de la politique monétaire restrictive et du dialogue social qui a permis de contenir les hausses salariales.

- iv) Le taux de chômage est aussi très faible (0,3 %). Il se répartit néanmoins très inégalement selon les secteurs, les entreprises et les régions. Un manque de personnel qualifié est ressenti. Il y a encore en Suisse 300'000 travailleurs étrangers et environ 80'000 saisonniers et frontaliers.

- v) Après une hausse vertigineuse, le cours du franc s'est stabilisé pendant le premier semestre 1977. Il s'est cependant de nouveau ressenti des troubles monétaires de juillet/août et s'est raffermi

plus que le DM ou le florin hollandais (phénomène inquiétant pour nos exportations). La BNS a dû intervenir car cette nouvelle hausse ne correspondait qu'en partie aux tendances économiques sous-jacentes.

- vi) L'excédent courant suisse demeurera très important en 1977, il s'est gonflé sous le fouet des facteurs suivants : quasi équilibre commercial au lieu du déficit traditionnel, augmentation des revenus de capitaux provoquée par des exportations de capitaux beaucoup plus importantes, diminution des transferts des travailleurs étrangers.
- vii) Les prévisions indiquent que le PSB augmentera de 2 % cette année.

IV. Contribution de la Suisse à la solution des problèmes internationaux

Financement

1. Les autorités suisses entendent continuer à coopérer pleinement à la solution des problèmes de financement, soit bilatéralement (Portugal, etc.), soit multilatéralement (fonds de soutien financier de l'OCDE, malheureusement non ratifié par les Etats-Unis, facilités pétrolières du FMI, facilité Witteveen, accords généraux d'emprunts du FMI, troisième guichet de la Banque mondiale, fonds de bonification des intérêts, etc.).

La contribution suisse a été très généreuse dans ce domaine.

- Politique du développement
2. La nécessité d'une politique de développement plus suivie, moins ponctuelle, notamment en faveur des pays les plus défavorisés est aussi ressentie de plus en plus.
- Accès aux marchés des capitaux
3. Les autorités suisses ont souscrit aux résolutions du Comité du développement pour ouvrir plus largement l'accès du marché des capitaux aux PVD.
- Négociations commerciales
4. Aux négociations du GATT, la Suisse se montrera ouverte. Elle a déjà largement accordé les préférences généralisées.

Service économique et financier